



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté du 16 MAI 2023

**portant autorisation environnementale d'exploiter le parc éolien de
Combaynart Est, installation de production d'électricité utilisant
l'énergie mécanique du vent,
sur le territoire des communes de Barre et Murat-sur-Vèbre
par la société Cambert Energie**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code forestier ;
- Vu** le code de la défense ;
- Vu** le code des transports ;
- Vu** le code de la justice administrative ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 23 avril 2018 relatif au balisage des obstacles à la navigation aérienne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore protégées, notamment son article 2 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et leur modalité de protection ;
- Vu** l'arrêté du 15 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** la Liste Rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) concernant les espèces menacées en France ;
- Vu** la liste de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs à protéger en Occitanie validée par le CSRPN du 17 septembre 2019 ;
- Vu** le permis de construire n°PC8102300L1003 délivré le 25 septembre 2000 à la SARL Valeco Eole pour la construction de 3 éoliennes au lieu-dit CAMBERT sur la commune de Barre
- Vu** le récépissé préfectoral du 10 août 2012 mentionnant le transfert du permis de construire au bénéfice de la SARL CAMBERT ENERGIE et octroyant le bénéfice des droits acquis à cette

société pour l'exploitation des éoliennes situées au lieu-dit Cap Redoundé sur la commune de BARRE actant leur classement en régime de la déclaration sous la rubrique n°2980-2b de la nomenclature des installations classées ;

- Vu** la demande présentée en date du 28 août 2019 par la société Cambert Energie dont le siège social est à 188, rue Maurice Béjart, 34080 Montpellier en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent pour le parc éolien Combaynart Est composé de 3 aérogénérateurs d'une puissance totale de 9 MW sur les communes de Barre et Murat-sur-Vèbre, en remplacement du parc éolien de Cap Redoundé actuellement exploité et comprenant trois aérogénérateurs ;
- Vu** les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;
- Vu** les dépôts de pièces complémentaires attendus déposées en date du 26 mai 2020, 12 novembre 2020, 9 novembre 2021, 1er février 2022, 11 mars 2022 et 22 mars 2022 ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale en date du 2 juin 2021 ;
- Vu** la réponse à l'avis de l'autorité environnementale apportée par la société Cambert Energie en mars 2022 ;
- Vu** l'avis favorable sous conditions du Conseil national de la protection de la nature en date du 21 juin 2022 ;
- Vu** la décision en date du 13 septembre 2022 du président du tribunal administratif de Toulouse, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 6 octobre 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 33 jours du lundi 24 octobre 2022 à 9h00 au vendredi 25 novembre à 16h00 sur le territoire des communes de NAGES, ARNAC-SUR-DOURDOU, BARRE et MURAT-SUR-VEBRE dans le département du Tarn et MURASSON, PEUX-ET-COUFFOULEUX, BRUSQUE et MOUNES-PREHENCoux dans le département de l'Aveyron ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu** la publication en date du 6 et 27 octobre 2022 de cet avis dans deux journaux locaux ;
- Vu** le registre d'enquête, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de BARRE et MURAT-sur-VEBRE ;
- Vu** le rapport du 17 avril 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 13 avril 2023 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** le courriel de la société Cambert Energie en date du 21 avril 2023 mettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du Livre I, Titre VIII, Chapitre I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures prescrites à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact dont les résultats doivent être pris en considération dans la décision d'autorisation qui fixe les mesures à la charge du pétitionnaire ou du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire et, lorsque c'est possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine ainsi que les modalités de leur suivi ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que l'étude d'impacts mentionne la présence d'espèces d'oiseaux protégées à enjeux patrimoniaux élevés dans le secteur de ce parc éolien ;

CONSIDÉRANT que ces espèces protégées ont des statuts de protection nationale et régionale élevés notamment dans la liste Rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) et la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs de l'UICN ;

CONSIDÉRANT que ces espèces protégées ont aussi des enjeux locaux de préservation importants mentionnés dans la liste de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs à protéger en Occitanie validée par le CSRPN le 17 septembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que les espèces listées ci-dessus présentent un risque de collision avec les aérogénérateurs, voire de barotraumatisme ;

CONSIDÉRANT qu'il a lieu de mettre en place, sur les aérogénérateurs, un système de détection/effarouchement/régulation ou arrêt machine efficace visant à réduire les risques de collision pour ces espèces protégées à enjeux locaux élevés ;

CONSIDÉRANT que l'étude d'impacts mentionne d'une part, la présence d'espèces de chiroptères dans le secteur de ce parc éolien,

CONSIDÉRANT que la liste de hiérarchisation régionale vise aussi les chiroptères en tant qu'espèces à protéger ;

CONSIDÉRANT qu'il a lieu de mettre en place pour chaque éolienne un système de bridage efficace visant à réduire les risques de collision ou de barotraumatisme pour ces espèces protégées ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre des mesures spécifiques de protection de la biodiversité en phase travaux ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de s'assurer de l'efficacité des systèmes de protection en faveur des chiroptères et de l'avifaune ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

CONSIDÉRANT qu'au sens de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement, le projet de repowering du parc éolien de Combaynard, répond à une raison impérative d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale, économique et environnementale, notamment pour les raisons suivantes :

- il permet d'alimenter en électricité l'équivalent de 5000 foyers soit environ 11 200 personnes à partir de l'énergie mécanique du vent ;
- il permet également d'éviter le rejet de 11 250 tonnes de CO₂ par an dans l'atmosphère ;
- il vise à respecter les engagements internationaux de la France en matière de développement des énergies renouvelables (Accord de Paris, protocole de Kyoto, paquet « Énergie Climat »), et contribue à la diversification des sources énergétiques qui est un des objectifs de la politique énergétique française (loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte) ;

CONSIDÉRANT qu'au sens de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement, et après analyse des différentes solutions alternatives, il n'existe pas d'autre solution satisfaisante pour les raisons suivantes :

- Au sein d'un secteur favorable au développement éolien, le porteur de projet a retenu la stratégie visant à remplacer les parcs éoliens existants de Cap Redondé (3 aérogénérateurs) et de Puech de Cambert (9 aérogénérateurs) par les parcs éoliens dits de « Combaynard Est » de 3 aérogénérateurs et de « Combaynard Ouest » de 5 aérogénérateurs. Ce choix permet de réduire le nombre d'aérogénérateurs de 12 à 8, d'éviter le développement au sein de nouveaux espaces vierges, de réutiliser une partie des infrastructures existantes (emprises diverses, pistes, regards...), d'accroître la production d'électricité en augmentant la puissance des aérogénérateurs, d'améliorer la qualité

environnementale de parcs vieillissants, de réduire les impacts sur la base des suivis post-implantation ;

- Plusieurs mesures d'évitement géographique ont été prises lors de la phase de conception du projet, avant l'analyse des différentes variantes ayant permis de retenir une implantation de moindre impact au regard des enjeux écologiques mis en lumière par les expertises naturalistes ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation figurant dans cet arrêté permettent de garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces bénéficiant de la présente dérogation espèces protégées ;

CONSIDÉRANT ainsi que la demande de dérogation à la protection des espèces protégées peut être accordée ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des parcs éoliens déjà construits, de l'organisation prévue en exploitation, de sa cotation financière et de son plan de financement, des démarches envisagées avant la mise en service du parc éolien, le demandeur possède les capacités techniques et financières pour assurer l'exploitation de ces installations, tout en protégeant les intérêts défendus par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Titre I – Dispositions générales

Article 1. Bénéficiaire de l'autorisation relative à la demande d'autorisation environnementale

La société Cambert Energie dont le siège social est situé à 188, rue Maurice Béjart, 34080 Montpellier, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter le parc éolien de Combaynard Est composé de 3 aérogénérateurs de puissance unitaire de 3 MW sur le territoire des communes de Barre et Murat-sur-Vèbre, au lieu-dit Cambert.

Ces éoliennes viennent en remplacement des 3 éoliennes ayant fait l'objet du permis de construire du 5 avril 2005 et du récépissé préfectoral d'antériorité du 10 août 2012.

Les dispositions de ces 2 actes sont abrogées à compter du démontage du parc éolien remplacé.

Article 2. Domaine d'application

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- Autorisation requise pour des installations classées pour la protection de l'environnement prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- Autorisations prévues par les articles L. 5111-6, L. 5112-2 et L. 5114-2 du code de la défense ;
- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2.

Article 3. Liste des installations concernées

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y			
Éolienne n° 6	687358,2150	6292895,2703	MURAT-SUR-VEBRE	Combaynart	D235 – D1879 – D1878 -
Éolienne n° 7	687535,9198	6292912,1652	BARRE MURAT-SUR-VEBRE	Combaynart	AO42-AO40- AO43- D242-D243
Éolienne n° 8	687747,7476	6292925,0376	BARRE	Combaynart	AO76- AO54– AO 77 – D1848 – D1847 – D1842 – D1844 – D1846 – D1845 – D255
Poste de livraison (PDL1)	687194.56800 155	6293114.24618 516	BARRE	Combaynart	AO 45

Les installations citées à l'article 3 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté (annexe 1).

Article 4. Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début de mise en service industrielle du parc éolien.

Article 5. Détermination par l'exploitant d'un référent

Dès la mise en service industrielle du parc, l'exploitant transmet à la DREAL les coordonnées du responsable d'intervention du parc au sens de l'article 22 de l'arrêté du 26 août 2011.

Le cas échéant, sur demande de l'inspecteur des installations classées, le responsable d'intervention doit pouvoir se rendre disponible sur site à une date convenue avec l'inspection. En cas d'urgence, le responsable d'intervention doit pouvoir se rendre disponible dans un délai maximal de 3 jours ouvrés.

Le récapitulatif des documents mis à disposition de l'inspection des installations classées est indiqué en annexe 3.

Titre II- Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1° du code de l'environnement (ICPE)

Article 1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs : 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m	<ul style="list-style-type: none">• Hauteur maximale des mâts : 82 m• Hauteur en bout de pale maximale : 119 m• Hauteur minimale de la garde au sol : 36 m• Puissance totale maximale installée : 9 MW• Nombre d'aérogénérateurs : 3	A

A : installation soumise à autorisation

Article 2. Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1. du présent titre.

Article 2.1. Établissement des garanties financières

Conformément aux articles R.515-101 à R.515-104 du Code de l'environnement, la mise en service des installations visées à l'article 1 du présent titre est subordonnée à la constitution des garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R.515-106 du Code de l'environnement.

Les documents attestant la constitution ou l'actualisation des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté susvisé du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.

Article 2.2. Montant des garanties financières

Selon les dispositions de l'annexe I de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, le montant initial des garanties financières à constituer s'élève à **225 000 €**.

L'exploitant adresse au préfet tous les justificatifs du calcul de constitution du montant des garanties financières.

Article 2.3. Actualisation du montant des garanties financières

Dès la première constitution des garanties financières, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2.4. *Renouvellement des garanties financières*

Les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.1 du présent titre.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document justificatif dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 2.5. *Modification des garanties financières*

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 2.6. *Levée de l'obligation de garanties financières*

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement, à réception de l'attestation prévue par l'article R. 515-108.

Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans un délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation, la remise en état du site est réputée achevée.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3. *Mesures liées à la phase travaux de construction et de démantèlement*

Dans la suite de l'arrêté, les différentes mesures numérotées d'évitement (MExx) de réduction (MRxx), de compensation (MCxx) et de suivi (Msxx) correspondent aux mesures proposées par l'exploitant dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation.

Article 3.1. *Mesures de préparation et encadrement du chantier*

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale des travaux dans le cadre de la procédure d'appel d'offres et son suivi de chantier.

Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

- le contexte environnemental du projet,
- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues,
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle,
- le plan de circulation des engins,
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire,
- la sensibilisation, la formation, le contrôle interne.

Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

Article 3.2. Périodes d'intervention

Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes (terrassament, excavation de terres sur site liés au décapage afin de permettre l'installation du futur parc éolien, démantèlement des fondations pour la phase de démantèlement des éoliennes) sont interdits en phase de reproduction, **soit du 1er avril au 31 juillet**.

Les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement sont réalisés entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre.

Les travaux de finalisation des aménagements (y compris coulage des fondations, montage ou démontage des éoliennes, finition des excavations et remblaiements, finitions des tranchées pour les réseaux électriques) peuvent être réalisées sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité des opérations de libération des emprises et avec accompagnement d'un écologue.

En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées.

Article 3.3. Périmètre du chantier

Le périmètre des travaux lors des phases de construction et de démantèlement du parc éolien de Combaynart Est comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des aérogénérateurs, les zones de stockage de terres excavées, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des aérogénérateurs ainsi que le réseau électrique câblé enterré, reliant les aérogénérateurs entre eux ainsi que celui les reliant au poste de livraison créé et ce dernier au poste existant.

Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limité au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.

Article 3.4. Phases des chantiers de construction et de démantèlement

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact du chantier sur l'environnement et met notamment en œuvre les mesures d'évitement, de réduction, de compensation, voire d'accompagnements, appropriées prévues pour les phases chantiers indiquées dans l'étude d'impacts.

L'exploitant met en œuvre une Mission d'Accompagnement et de Suivi Écologique de Chantier (MASEC - MR11) afin d'améliorer l'intégration environnementale du chantier, de s'assurer de son bon déroulement et de veiller à sa conformité.

La mission comprend la réalisation d'un dossier d'information présentant le site et les différentes mesures en faveur de la faune, de la flore et des habitats devant être transmis aux différents intervenants en amont de la réalisation des travaux, à minima 1 passage mensuel d'un écologue tout au long de la phase chantier, ainsi qu'un rapport de chantier.

En amont du chantier, l'écologue sera tenu d'identifier les zones favorables au stockage des matériaux, à l'implantation de la base-vie et d'indiquer les arbres devant faire l'objet d'un abattage doux préventif.

L'écologue contrôle aussi le respect du calendrier des travaux et la bonne mise en œuvre du balisage préventif tout au long du chantier.

Article 3.4.1. Préparation du chantier et balisage des stations à protéger

Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins :

- les surfaces nécessaires au chantier sont clairement identifiées et balisées, conformément à

la mesure MR9 ;

- les milieux humides et aquatiques non détruits et la station de Myosotis (ME1)¹ sont balisés et évités en totalité pour les installations de chantier, les dépôts de matériaux et de déplacement des engins ;
- les ornières et flaques d'eau sont comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens, et dans ce cas un balisage approprié est réalisé ;
- les dispositions sont prises pour empêcher le public d'accéder au chantier ; ces dispositions restent en place pendant toute la durée du chantier ;
- des points de regroupement du personnel et de rendez-vous avec les services départementaux d'incendie et de secours en cas de sinistre sont définis en lien avec ces derniers.

Article 3.4.2. Circulation d'engins

Un plan de circulation est établi pendant la période de construction. En dehors des périodes d'activité, tous les engins mobiles, hormis les grues, sont stationnés sur les plateformes réservées à cet effet.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).

La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.

En aucun cas, les engins ne transiteront par la piste longeant le captage de Cambert et le PPR. (ME4).

Article 3.4.3. Gestion des déblais/remblais

Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus dans leur état initial, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles). Dans la mesure du possible, les câbles électriques sont enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées.

Au cours du chantier, les matériaux décapés sont réutilisés sur site en fonction de leur nature notamment pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Les terres végétales sont prioritairement réutilisées en fin de travaux pour la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés sont évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier sur la base des recommandations de l'écologue cité à l'article 3.4 en charge de l'accompagnement des différentes phases de chantier.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Article 3.4.4. Création des fondations des aérogénérateurs

Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol et définir le type de fondation adaptée pour l'implantation des aérogénérateurs, parmi les types prévus dans le dossier de demande d'autorisation et pour lesquels les impacts ont été analysés dans ce dossier ; cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.4.5. Moyens de lutte contre la pollution des eaux

¹ ME1 Mesure d'évitement n°1

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

- (MR3) Les travaux seront réalisés en dehors des périodes de fortes pluies ;
- (MR3) Aménagement des pistes et des plateformes avec une pente suffisante et de fossés permettant de récupérer les eaux de ruissellement. Les exutoires sont équipés de dispositifs permettant de garantir la filtration des matières en suspension ;
- (MR3) Aménagement d'un fossé périphérique de la plateforme de l'éolienne E6. Ce fossé devra permettre de détourner les eaux de ruissellement arrivant en amont, pour éviter qu'elles se chargent en matières en suspension. Un second fossé en aval dirigera les eaux de ruissellement de la plateforme vers un bassin de décantation. Un fossé sera créé en bordure de la piste existante dans l'emprise du périmètre de protection éloigné du captage d'eau potable de Cambert ;
- installation des baraquements de chantier, de leur assainissement hors du Périmètre de Protection Immédiate du captage d'eau potable de Cambert ;
- (MR2) Stationnement, entretien et opérations de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile, hors du périmètre de protection éloigné du captage d'eau potable de Cambert. Le stockage des carburants des engins s'effectuera hors site ou dans une cuve étanche double paroi, dont la capacité de rétention est au moins égale à 100 % de la capacité du réservoir ;
- (MR2) Mise à disposition de kits anti-pollution dans les engins et au niveau de l'aire étanche ;
- (MR2) Mise en place d'un poste de récupération des laitances de béton produites lors du lavage des toupies (filtration, décantation et traitement des eaux avant rejet) ;
- Mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc.

En cas de pollution accidentelle et de problème pouvant impacter la qualité de l'eau du captage de Cambert, l'exploitant informe immédiatement la mairie de Murat-sur-Vèbre.

Article 3.4.6. Travaux d'entretien en phase d'exploitation

L'entretien des plates-formes est assuré pendant toute la durée d'exploitation du parc. Aucun produit phytosanitaire (désherbant) n'est autorisé pour cet entretien.

Article 3.4.7. Suivi du chantier

Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées.

Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.

Article 3.5. *Informations à communiquer*

L'exploitant doit informer le Préfet du Tarn, l'inspection des installations classées et la sous direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance.

Lors des phases de construction et de démantèlement du parc éolien, le guichet de la DGAC est informé, par mail, de la date de levage des aérogénérateurs, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration est formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr.

L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique – Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :

- des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;
- pour chacun des aérogénérateurs : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).

L'exploitant informe par courrier le SDIS départemental de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service industrielle du parc éolien.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début de la mise en service industrielle, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien. Cette déclaration comprend :

- la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté ;
- pour chacun des aérogénérateurs et des postes de livraison : les positions géographiques exactes en coordonnées Lambert 93 et WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises) ;
- la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCI, des moyens incendie ;
- la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 modifié.

Article 4. Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux pour le paysage et le patrimoine

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré.

Le poste de livraison fera l'objet d'une intégration paysagère via un habillage en bardage bois naturel.

Article 5. Mesures liées au bruit

Article 5.1. Bridage acoustique

Dès la mise en service du parc éolien, l'exploitant met en place le plan de bridage défini dans son dossier de demande d'autorisation et dans l'étude acoustique jointe à ce dossier.

L'exploitant doit pouvoir justifier des mesures de bridage mises en place.

Article 5.2. Mesures de bruit

Dans les 12 mois suivant la mise en service en totalité de l'installation, l'exploitant engage la réalisation d'une campagne de mesures des émissions sonores des aérogénérateurs, dans les zones à émergence réglementée conformément aux dispositions des articles 26 à 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.

En cas de dépassement des niveaux sonores réglementaires diurne et/ou nocturne définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel susvisé, l'exploitant établit et met en place dans un délai de 3 mois

après fourniture des résultats de la campagne de mesures, un plan de fonctionnement et de bridage éventuel des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'émergences supérieures aux valeurs admissibles ainsi que le calendrier associé de mise en œuvre. Il en informe l'inspection des installations classées. Il s'assure de son efficacité en réalisant un contrôle dans les 6 mois suivant cette mise en place. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.

Article 6. Gestion des déchets

Sans préjudice du respect de la réglementation relative à la gestion des déchets et à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, l'exploitation est dotée d'une organisation adaptée permettant le tri de chaque catégorie de déchets. Cette organisation est formalisée dans une consigne écrite.

Les bidons contenant une substance ou un mélange dangereux sont rangés dans des locaux adaptés en veillant à la compatibilité des substances ou mélanges. Les bidons vides sont stockés et évacués en tant que déchets dans une structure adaptée.

Des kits antipollution sont présents sur place pendant toute la durée des travaux.

Conformément à la réglementation sur les déchets, les bordereaux de suivi des déchets et le registre des déchets sortants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si leurs caractéristiques mécaniques le permettent, les matériaux excavés sont réutilisés, remis en place et compactés en couche pour assurer une meilleure stabilité du terrain. Les terres végétales sont conservées. Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère est conservée séparément en andains non compactés (stockée en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour la remise en état du chantier.

Article 7. Prévention des risques

En complément des mesures de sécurité fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980, l'exploitant met en œuvre les prescriptions suivantes.

L'exploitant respecte, dès l'ouverture du chantier, la réglementation applicable relative :

- au Code forestier, notamment les articles L.322-1-1, L.322-3 et L.322-3-1,
- l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2018 relatif à l'emploi du feu et du brûlage à l'air libre des déchets verts et autres produits.

Article 7.1. Identification des installations

Chaque mât ou poste de livraison fait l'objet d'un affichage réfléchissant, mentionnant le numéro de l'éolienne. À l'entrée de chaque plateforme, l'identification de l'ouvrage (type d'ouvrage, nom de l'exploitant, nom du site, numéro de l'éolienne ou du poste de livraison, numéro d'appel d'urgence de l'exploitant) sera clairement affichée.

Article 7.2. Intervention des services de secours et moyens de lutte contre l'incendie

En complément des mesures de sécurité fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980, l'exploitant met en œuvre les prescriptions suivantes :

Implantation :

- Maintenir l'accès à chaque éolienne pour permettre l'intervention des sapeurs-pompiers. Une voie, au minimum praticable par les véhicules « tous chemins » doit être maintenue dans un état tel qu'elle permette à la fois la circulation, le stationnement et la mise en

œuvre des véhicules de secours. Elle sera clairement identifiée, maintenue en constant état de propreté et dégagée de tout objet ou végétation susceptible de gêner la circulation. En cas de cul-de-sac, elles doivent permettre les demi-tours et les croisements des engins ;

- Éloigner d'au moins 200 m chaque éolienne de toute construction à l'exception bâtiments inoccupés (transformateur, dépôt de matériel...);
- Débroussailler le terrain sur un rayon de 50 m au moins autour des installations ainsi que 10 mètres de part et d'autre des voies y donnant accès, sauf pour les parties de terrains dont la fonction est agricole.

Construction :

- Placer le transformateur éventuel dans un local totalement isolé et interdit d'accès. Le local doit être clairement identifié par un pictogramme symbolisant le risque électrique ;
- Réaliser la construction des éoliennes conformément aux normes européennes et internationales en vigueur.

Dégagement :

- Réaliser un accès et dégagement sûr de l'équipement technique situé en hauteur. Y disposer d'un équipement anti-chutes adapté et de blocs autonomes d'éclairage de sécurité. Cet éclairage de sécurité doit être doublé par des projecteurs accessibles facilement ;
- Doter chaque éolienne ou groupe d'éoliennes de deux équipements de protection individuelle permettant d'accéder aux nacelles en toute sécurité. Ces équipements doivent être en nombre suffisant pour permettre simultanément leur usage par des personnes de l'établissement et deux sapeurs-pompiers. Ces matériels doivent être vérifiés avant la mise en service de l'installation.

Installations techniques :

- Installer et signaler des organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité, mouvement des pales...). Ces organes de coupure doivent être manœuvrables à partir d'un endroit facilement accessible en permanence par les services de secours ;
- Faire procéder périodiquement, par des techniciens compétents, à l'entretien et à la vérification des installations ;
- Identifier clairement les risques des locaux électriques par des pictogrammes adaptés ;
- Équiper les postes de transformation de matériel électro-secours (perche, tabouret, ...) ;
- Équiper les locaux électriques (poste de raccordement, transformateur, ...) d'une détection automatique d'incendie, adressable, avec report de l'alarme à un poste surveillé en permanence ;
- Placer les transformateurs à bain d'huile sur rétention.

Risques spéciaux :

- Afficher des consignes claires pour intervenir sur un sinistre éventuel ou pour un secours à personne comprenant notamment :
- Un plan complet et inaltérable des équipements avec la localisation des accès, des circulations verticales et horizontales, des dispositifs de sécurité anti-chutes, des organes de coupure des énergies, des moyens de secours et des zones à risque (électrique, champ électromagnétique, pièces en mouvement...);
- La conduite à tenir détaillée relative à la mise en sécurité des installations avant toute intervention ;
- Un numéro de téléphone d'une personne compétente à prévenir en cas d'urgence ;
- Installer un dispositif de protection contre la foudre efficace et correctement dimensionné ;
- S'assurer que la zone n'est pas concernée par des activités aériennes telles que parapente, deltaplane, planeur, parachutisme et se rapprocher des instances de l'aviation civile afin de répertorier le site.

- Installer un dispositif d'arrêt automatique des installations en cas de contrainte trop élevée sur les éléments des constructions (vent important, blocs de glace...). Cet arrêt doit pouvoir être obtenu à distance par simple demande des sapeurs pompiers au gestionnaire des installations, à l'instar de la mise en sécurité de l'installation d'un point de vue électrique.

Moyens de secours :

- Fournir aux sapeurs-pompiers les coordonnées téléphoniques d'un responsable d'astreinte, et ce, 24 heures sur 24 pour donner les premières consignes aux équipes de secours sur site ;
- Prévoir, au moyen de panneaux rétro-réfléchissants, un balisage et une identification des voies et une numérotation des éoliennes afin de faciliter le repérage et les déplacements des engins de secours à l'intérieur de l'exploitation. Ce balisage peut notamment comporter :
 - un panneau aux entrées de la zone desservant le ou les parcs éoliens présentant de manière synthétique les emplacements des éoliennes, les cheminements à suivre pour les rejoindre et d'éventuels points de repère (point de rencontre de secours en particulier) ;
 - des fléchages aux intersections de voies mentionnant aux carrefours les parcs ou éoliennes accessibles depuis cette intersection.
- Établir des consignes claires et précises pour :
 - transmettre un appel de demande de secours aux sapeurs-pompiers ;
 - collaborer à distance aux opérations de secours et de lutte contre l'incendie ;
 - sécuriser les installations ;
 - condamner à distance l'alimentation des éoliennes.
- Fournir aux sapeurs-pompiers les plans du parc en lambert II étendu pour une géolocalisation précise sur la cartographie opérationnelle. Ces plans doivent comporter :
 - l'emplacement des points de rencontre en phase chantier ;
 - l'emplacement des zones de pose d'hélicoptères éventuellement ;
 - le tracé des voies et pistes permettant d'accéder aux éoliennes ;
 - la localisation des éoliennes avec leur numérotation, la hauteur des nacelles ;
 - l'emplacement des arrêts d'urgence et les moyens de communication disponibles ;
 - la localisation des citernes contribuant à la défense de la forêt contre l'incendie ;
 - le nom et les coordonnées du responsable d'exploitation ;
 - le nom et les coordonnées de la société assurant l'exploitation lorsque celle-ci n'est pas faite par son propriétaire, ainsi que ceux des techniciens d'astreinte ;
 - l'emplacement des postes de raccordement.
- Assurer aux sapeurs-pompiers défendant le secteur une formation sur les mesures conservatoires à prendre en cas d'incident et sur les caractéristiques techniques de l'installation ;
- Installer des extincteurs, adaptés aux risques en qualité et quantité, à proximité des locaux techniques (générateur, transformateur...) ;
- Définir une procédure permettant aux agents en charge des opérations de maintenance de mettre à la disposition des secours extérieurs les clés d'accès à la base du mat (dans le véhicule des agents, dont les vitres pourraient être brisées, ...).;
- Doter chaque éolienne d'un moyen de communication fixe permettant aux secours extérieurs d'établir une liaison avec les agents éventuellement en difficulté dans la nacelle. A défaut, les agents doivent être équipés de moyens de communication radio (type talkie-walkie), l'un laissé

en bas, l'autre monté en nacelle ;

- Rédiger un plan interne d'intervention. Il doit définir la conduite à tenir des sapeurs-pompiers pour :
 - l'extinction d'un feu d'espaces naturel combustible à proximité des éoliennes ou des locaux électriques ;
 - l'extinction d'un feu d'origine électrique, boîte de jonction, cheminement des câbles, locaux techniques ;
 - l'extinction d'un feu d'un matériel extérieur au site (véhicule, machine...) ;
 - le secours à personne en tout lieu du site.
- Équiper les nacelles des éoliennes avec les éléments suivants
 - une trappe suffisamment dimensionnée pour permettre le passage d'un brancard ;
 - un matériau isolant pouvant être placé entre un victime et le sol pour permettre l'usage d'un défibrillateur automatique ;
 - un ancrage permanent pour autoriser les descentes en rappel ;
 - une identification à son sommet pour faciliter son repérage depuis des moyens aériens ;
 - un affichage évident mentionnant le numéro de l'éolienne, le nom du parc et la commune sur laquelle elle est implantée. Ces informations peuvent utilement être complétées des coordonnées GPS, de la localisation du point de rencontre des secours et du code d'ouverture du mat.

Article 7.3. Documents à adresser au SDIS avant la mise en service

L'exploitant s'assure de la transmission aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours, avant la mise en service des installations, des éléments suivants qu'il met à jour si nécessaire :

- un dossier synthétique des ouvrages exécutés comportant :
 - les coordonnées géographiques précises définitives des ouvrages (mâts, pistes, hydrants, postes de livraison dans la projection de géoréférencement convenant au SDIS). Ces plans doivent comporter :
 - x l'emplacement des points de rencontre en phase chantier,
 - x l'emplacement des zones de pose d'hélicoptères éventuellement,
 - x le tracé des voies et pistes permettant d'accéder aux aérogénérateurs,
 - x la localisation des aérogénérateurs avec leur numérotation,
 - x l'emplacement des postes de raccordement.
 - les caractéristiques techniques des aérogénérateurs : caractéristiques dimensionnelles, type de matériel (fabricant, origine), nature, volume et localisation des lubrifiants employés, contraintes liées au travail à l'intérieur de ces installations ainsi que tous les éléments de sécurité par rapport au personnel intervenant (point d'ancrage, hauteur de la plate-forme de travail, coupures sur le secteur,...).
- les coordonnées d'un technicien compétent ou d'un responsable d'astreinte susceptible de prendre immédiatement contact avec les secours en cas d'intervention du SDIS sur ces structures (à mettre à jour régulièrement en cas de modification des données). Cette personne doit pouvoir être joignable 24H/24 et 7 J/7 afin de communiquer notamment les premières consignes en cas d'intervention du SDIS sur site. Ces informations devront faire l'objet d'une mise à jour régulière auprès des services du SDIS.

Article 8. Balisage

En période d'exploitation, les aérogénérateurs sont équipés d'un balisage diurne et nocturne conformément à l'arrêté du 23 avril 2018.

Sans préjudice du respect des réglementations imposées par le code des transports et le code de l'aviation civile, le balisage lumineux des aérogénérateurs du parc éolien est rendu synchrone entre les machines.

Article 9. Cessation d'activité

L'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées la date de démarrage du chantier de démantèlement au moins un mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer les opérations prévues à l'article R. 515-106.

Sans préjudice des mesures de l'article R.515-105 à R.515-108 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est un usage agricole.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Les aérogénérateurs mis en service après les dates suivantes dans le cadre d'une modification notable d'une installation existante, doivent avoir au minimum :

- après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.

Titre III- Dispositions particulières relatives à la dérogation au titre du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement

Article 1. Nature de la dérogation

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1 du titre I du présent arrêté est autorisé à déroger à l'interdiction de détruire ou enlever et perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées, et à l'interdiction de détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre du projet tel que décrit dans le dossier de demande susvisé, l'exploitation de l'installation précisée aux articles du titre I et à l'article 1 du titre II présent arrêté et dans le respect des articles suivants.

Article 1.1. Listes des espèces concernées par la dérogation espèces protégées

La dérogation est délivrée pour les espèces animales suivantes :

Avifaune (60 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
<i>Prunella modularis</i> - Accenteur mouchet	Oui (1,24 ha)	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Aquila chrysaetos</i> - Aigle royal	Non	1 individu tous les vingt ans	Oui
<i>Lullula arborea</i> - Alouette lulu	Oui (1,24 ha)	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Pandion haliaetus</i> - Balbuzard pêcheur	Non	1 individu tous les 10 ans	Oui
<i>Motacilla alba</i> - Bergeronnette grise	Oui (1,24 ha)	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Pernis apivorus</i> - Bondrée apivore	Non	1 individu tous les dix ans	Oui

<i>Pyrrhula pyrrhula</i> - Bouvreuil pivoine	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Emeriza citrinella</i> - Bruant jaune	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
Avifaune (60 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
<i>Emberiza calandra</i> - Bruant proyer	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Circus pygargus</i> - Busard cendré	Oui (1,24 ha)	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Circus aeruginosus</i> - Busard des roseaux	Oui (1,24 ha)	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Circus cyaneus</i> - Busard Saint-Martin	Oui (1,24 ha)	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Buteo buteo</i> - Buse variable	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Ciconia nigra</i> - Cigogne noire	Non	1 individu tous les 20 ans	Oui
<i>Cuculus canorus</i> - Coucou gris	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Circaetus gallicus</i> - Circaète Jean-le-Blanc	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Accipiter nisus</i> - Epervier d'Europe	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Falco tinnunculus</i> - Faucon crécerelle	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Falco naumanni</i> - Faucon crécerellette	Non	1 individu tous les vingt ans	Oui
<i>Falco subbuteo</i> - Faucon hobereau	Non	1 individu tous les vingt ans	Oui
<i>Sylvia atricapilla</i> - Fauvette à tête noire	Oui (1,24 ha)	1 individu par an	Oui
<i>Sylvia borin</i> - Fauvette des jardins	Oui (1,24 ha)	1 individu par an	Oui
<i>Sylvia communis</i> - Fauvette grisette	Oui (1,24 ha)	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Garrulus glandarius</i> - Geai des chênes	Non	1 individu par an	Oui
<i>Ficedula hypoleuca</i> - Gobemouche noir	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Bubo bubo</i> - Grand-duc d'Europe	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Phalacrocorax carbo</i> - Grand Cormoran	Non	1 individu par an	Oui
<i>Certhia brachydactyla</i> - Grimpereau des jardins	Non	Non	Oui
<i>Turdus pilaris</i> - Grive litorne	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui

Avifaune (60 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
<i>Merops apiaster</i> - Guêpier d'Europe	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Asio otus</i> - Hibou moyen-duc	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Delichon urbicum</i> - Hirondelle de fenêtre	Non	1 individu par an	Oui
<i>Ptyonoprogne rupestris</i> - Hirondelle de rochers	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Hirundo rustica</i> - Hirondelle rustique	Non	1 individu par an	Oui
<i>Carduelis cannabina</i> - Linotte mélodieuse	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Locustella naevia</i> - Locustelle tachetée	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Apus apus</i> - Martinet noir	Non	3 individus par an	Oui
<i>Parus major</i> - Mésange charbonnière	Non	Non	Oui
<i>Periparus ater</i> - Mésange noire	Non	Non	Oui
<i>Milvus migrans</i> - Milan noir	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Milvus milvus</i> - Milan royal	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Lanius collurio</i> - Pie-grièche écorcheur	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Fringilla coelebs</i> - Pinson des arbres	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Anthus trivialis</i> - Pipit des arbres	Oui (1,24 ha)	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Anthus pratensis</i> - Pipit farlouse	Oui (1,24 ha)	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Phylloscopus collybita</i> - Pouillot véloce	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Regulus regulus</i> - Roitelet huppé	Non	1 individu par an	Oui
<i>Regulus ignicapilla</i> - Roitelet triple bandeau	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Erithacus rubecula</i> - Rouge-gorge familier	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Phoenicurus ochruros</i> - Rouge-queue noir	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Acrocephalus scirpaceus</i> - Rousserolle effarvatte	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Serinus serinus</i> - Serin cini	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Sitta europaea</i> - Sittelle torchepot	Non	Non	Oui
<i>Saxicola rubicola</i> - Tarier pâtre	Oui (1,24 ha)	1 individu tous les cinq	Oui

Avifaune (60 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
		ans	
<i>Streptopelia turtur</i> - Tourterelle des bois	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Troglodytes troglodytes</i> - Troglodyte mignon	Non	Non	Oui
<i>Gyps fulvus</i> - Vautour fauve	Non	1 individu tous les douze ans	Oui
<i>Aegypius monachus</i> - Vautour moine	Non	Non	Oui
<i>Neophron percnopterus</i> - Vautour percnoptère	Non	Non	Oui
<i>Carduelis chloris</i> - Verdier d'Europe	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui

Amphibien (2 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
<i>Alytes obstetricans</i> - Alyte accoucheur	Oui (1,24 ha)	1 individu	Oui
<i>Bufo bufo</i> - Crapaud commun	Oui (1,24 ha)	5 individus	Oui

Reptile (2 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
<i>Podarcis muralis</i> - Lézard des murailles	Oui (1,24 ha)	10 individus	Oui
<i>Lacerta bilineata</i> - Lézard vert occidental	Oui (1,24 ha)	1 individu	Oui

Chiroptère (15 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
<i>Barbastella barbastellus</i> - Barbastelle	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Rhinolophus ferrumequinum</i> - Grand rhinolophe	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Miniopterus schreibersii</i> - Minioptère de Schreibers	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Tadarida teniotis</i> - Molosse de Cestoni	Non	1 individu tous les dix ans	Oui

Chiroptère (15 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
<i>Myotis nattereri</i> - Murin de Natterer	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Nyctalus leisleri</i> - Noctule de Leisler	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Plecotus austriacus</i> - Oreillard gris	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui

Chiroptère (15 espèces)	Destruction/ altération d'habitats	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle
<i>Plecotus auritus</i> - Oreillard sp	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Rhinolophus hipposideros</i> - Petit rhinolophe	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Pipistrellus pipistrellus</i> - Pipistrelle commune	Non	3 individus par an	Oui
<i>Pipistrellus kuhlii</i> - Pipistrelle de Kuhl	Non	2 individus par an	Oui
<i>Pipistrellus nathusii</i> - Pipistrelle de Nathusius	Non	1 individu tous les cinq ans	Oui
<i>Pipistrellus pygmaeus</i> - Pipistrelle pygmée	Non	2 individus par an	Oui
<i>Rhinolophus euryale</i> - Rhinolophe euryale	Non	1 individu tous les dix ans	Oui
<i>Hypsugo savii</i> - Vespère de Savi	Non	1 individu tous les deux ans	Oui

Le nombre de spécimens autorisés à la destruction peut évoluer en fonction de l'état des populations des espèces concernées par le projet. Si l'exploitant souhaite faire évoluer ce chiffrage, il doit justifier sa demande. Pour cela, il doit au préalable effectuer une étude précise des populations concernées, en se basant sur des connaissances actualisées des tailles des populations et sur une modélisation scientifique pour évaluer les mortalités supportables.

Article 1.2. Période de validité

La période de validité de la dérogation est définie à compter de la date de signature du présent arrêté, pendant toute la durée des travaux de construction du parc éolien et jusqu'au terme de l'exploitation et des travaux de démantèlement du parc éolien. Ce délai peut être modifié en cas de démantèlement et de remise en état anticipée ou à l'inverse prolongé en cas de prolongation de la durée d'exploitation.

Les mesures de compensation et de suivi sont mises en œuvre pour une durée équivalente à la durée d'exploitation du parc éolien et doivent donc être effectives au plus tard à la mise en service du parc et jusqu'au démantèlement complet du parc et la remise en état des lieux.

Article 1.3. Périmètre concerné par cette dérogation

Cette dérogation concerne le périmètre des travaux de construction du parc éolien de Combaynard par la société ferme éolienne de Puech Cambert. Il comprend aussi les pistes d'accès à créer ou à élargir pour accéder au site de projet, les zones de travaux pour le montage/démantèlement des éoliennes et le poste de livraison, ainsi que les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes.

Si ces actions interviennent en dehors des périmètres mentionnés ci-dessus, les éventuels impacts sur les espèces protégées (travaux de raccordement électrique par exemple) ne sont pas couverts par la présente dérogation.

Article 2. Mesures spécifiques d'évitement liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux : habitats et espèces

L'exploitant met en œuvre la mesure d'évitement suivante prévue dans l'étude d'impact de son dossier de demande d'autorisation :

- ME 1 : Évitement de la station de Myosotis de Balbis.

Article 3. Mesures spécifiques de réduction liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité)

Article 3.1. Autorisation spécifique

Toute manipulation d'espèce protégée doit faire l'objet d'une intervention d'un prestataire disposant de l'autorisation préfectorale préalable nécessaire en application des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement, concernant le transport, l'utilisation ou la détention de cadavres d'espèces protégées dans le cadre d'un suivi de mortalités et de la réalisation d'analyses si nécessaires afin de d'identifier l'espèce retrouvée, lorsque cela ne peut se faire sur le terrain ou lorsqu'une autopsie est nécessaire en cas de doute sur les causes de mortalité. Cette autorisation ainsi que l'information sur les capacités de conservation des cadavres chez ledit prestataire sont tenues à la disposition de l'inspecteur de la DREAL sur simple demande.

A l'issue de ces analyses, les cadavres sont transmis à un organisme scientifique ou détruits suivant les dispositions réglementaires applicables. Les seules manipulations autorisées, en dehors de l'écologue autorisé pour les suivis de mortalité, concernent, en cas d'impérieuse nécessité, l'enlèvement d'un animal blessé pour le conduire sans délai à un centre de soins, ou le remettre à l'Office Français de la Biodiversité.

Article 3.2. Mesures de réduction en amont des travaux et phase travaux

L'exploitant met en œuvre les mesures définies à l'article 4 du titre I du présent arrêté et les mesures de réduction suivantes prévues dans l'étude d'impact de son dossier de demande d'autorisation :

- MR4 : Adaptation de la période des travaux.
- MR9 : Balisage et limitation des emprises des travaux à leur strict minimum.
- MR11 : Recours à une mission d'accompagnement et de suivi écologique de chantier (MASEC).
- MR13 : Aménagement d'un réseau d'abris pour la faune terrestre en amont des travaux.
- MR14 : Contrôle de l'absence de flore patrimoniale en amont des travaux.

Article 3.3. Mesures de réduction en phase exploitation

En lien avec les mesures définies dans les articles suivants, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction suivantes prévues dans l'étude d'impact de son dossier de demande d'autorisation :

- MR16 : Régulation des éoliennes en faveur des chiroptères.
- MR17 : Installation d'un système de détection de l'avifaune (SDA).
- MR18 : Contrôle de l'efficacité du SDA par drone.
- MR19 : Contrôle de l'efficacité du SDA par bio-monitoring.
- MR20 : Arrêt des éoliennes lors des travaux agricoles attractifs pour les rapaces (mesure de précaution menée en année 1).
- MR21 : Lutte raisonnée contre le campagnol par piégeage.
- MR22 : Étêtement des haies.
- MR23 : Restitution des emprises et restauration des habitats naturels d'intérêt impactés.
- MR16 : Remise en état du site.

Article 3.4. Mesures préventives pour les chiroptères

Article 3.4.1. Réduction des facteurs d'attractivité pour les chiroptères

Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs suivants, susceptibles d'attirer les chiroptères vers les aérogénérateurs, sont éliminés.

- Tous les aérogénérateurs, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes

techniques. Les aérogénérateurs et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts.

- Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et ne doit pas se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau.
- L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.

Article 3.4.2. Mise en place d'un plan de bridage en faveur des chiroptères (mesure détaillée dans la MR16)

Un plan de bridage, qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de tous les aérogénérateurs du parc selon certains paramètres, est mis en œuvre. Lorsque les aérogénérateurs sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintient à l'arrêt dans toutes les conditions de vent.

Le plan de bridage est déterminé par :

- une ou plusieurs périodes,
- pour chaque période une température et une vitesse de vent (mesurées à hauteur de nacelle).

Ce bridage est opérationnel entre le 1er mars et le 31 octobre, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil, et s'effectue lorsque :

- la température est supérieure ou égale à 10°C
- et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 8 m/s.

La vitesse et la température sont mesurées à hauteur de nacelle.

Le plan de bridage est opérationnel dès la mise en service industrielle du parc éolien.

Article 3.4.3. Défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du plan de bridage « chiroptères »

La défaillance du bridage chiroptère est le non-respect du plan de bridage pour des raisons techniques sur tout ou partie des aérogénérateurs du parc.

L'exploitant formalise par écrit les consignes d'exploitation, de maintenance et d'actions à mettre en œuvre en cas de défaillance pour les équipements qui participent au plan de bridage « chiroptères ». Une procédure détaillée de gestion des dysfonctionnements est établie par l'exploitant. Elle est tenue à disposition de l'inspection.

L'exploitant informe l'inspecteur des installations classées dès qu'il a connaissance d'une défaillance du bridage. L'exploitant dispose de 3 jours ouvrés à compter de la défaillance pour apporter une solution technique. Au-delà de ce délai, les aérogénérateurs concernés par la défaillance sont mis à l'arrêt tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre.

Les défaillances du plan de bridage sont notifiées dans un registre de défaillance et de maintenance.

Ce registre liste l'ensemble des défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, la date de réparation, la date de remise en route des aérogénérateurs.

Article 3.4.4. Modalités de contrôle de la mise en œuvre du plan de bridage chiroptère

Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA) .

Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM). L'exploitant présente les données sous forme de graphiques montrant la corrélation entre les périodes nécessaires de bridage et les bridages effectifs.

Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans.

Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.

Article 3.5. Mesures préventives pour l'avifaune (mesure détaillée dans la MR17)

Article 3.5.1. Liste des espèces cibles avifaunistiques

La mesure de surveillance en continu décrite à l'article 3.5.3 doit permettre la régulation des aérogénérateurs lors de la détection à minima d'individus des espèces avifaunistiques, dites cibles, suivantes : Buse, Milan Noir, Milan Royal, Vautour Moine, Vautour Fauve, Circaète Jean-le-Blanc, Aigle Royal, Busard cendré, Faucon crécerellette.

Article 3.5.2. Réduction des facteurs d'attractivité pour l'avifaune

Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus susceptibles d'attirer les espèces avifaune sur le site et vers les aérogénérateurs sont limités au maximum, à la fois comme zones de chasse ou comme opportunités d'ascendances thermiques pour les rapaces.

L'ensemble des habitats ponctuels ou linéaires (gîtes, mares, haies) favorables aux espèces est supprimé dans les surfaces surplombées par les aérogénérateurs en prenant les précautions prévues pour les phases travaux.

L'exploitant entretient la surface en gravillon (type gravier 20/30) de couleur claire des chemins d'accès et des plateformes et assure l'entretien mécanique régulier des pelouses ou bandes enherbées (au moins une fois par an et sans utilisation de pesticides).

Article 3.5.3. Mise en œuvre d'un système de détection/régulation avifaune (SDA)

Un système visant à réduire la mortalité aviaire, due à une collision d'une espèce cible avec une éolienne, et fonctionnant en période diurne des aérogénérateurs, à savoir du lever du soleil jusqu'au coucher du soleil, est mis en place. Ce système (SDA) est basé sur la détection en temps réel et le bridage des éoliennes à une vitesse de régulation maximale en bout de pale de 120 km/heure.

Le paramétrage du fonctionnement du SDA doit permettre de limiter tout risque de collision avec les individus des espèces cibles en :

- détectant l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère de détection d'une éolienne,
- bridant la vitesse en bout de pale à 120 km/heure de chaque éolienne dès l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère à risques d'une éolienne.

Le SDA tel que défini par le présent arrêté, est opérationnel à l'issue de la phase des essais du bon fonctionnement et de la sécurité de l'ensemble des turbines du parc éolien.

Sans amplifier le risque de collision pour l'avifaune ou les nuisances sonores, un système d'effarouchement de type dissuasion acoustique est utilisé avant l'entrée d'individus des espèces cibles dans la sphère à risque en complément de la mise en œuvre de la régulation. Cet effarouchement est ponctuel afin de ne pas induire un impact sur d'autres espèces protégées locales.

Article 3.5.3.1 Niveau de performance et caractéristiques techniques du SDA

Les éléments relatifs au niveau de performance et aux caractéristiques techniques du SDA sont fournis à l'inspection des installations classées deux mois avant la mise en service du SDA. Le détail des éléments attendus sont définis en annexe 2.

Article 3.5.3.2. Vérification du fonctionnement du SDA

Avant la mise en service MR18

Avant la mise en service industrielle du parc, le fonctionnement du SDA est vérifié selon une simulation proposée par l'exploitant.

Ce test permet de valider la cohérence des données suivantes, par rapport aux caractéristiques du SDA transmises à l'inspection des installations classées :

- la distance de détection
- la vitesse d'analyse et de réaction des moyens de détection,
- l'envoi de la commande de régulation et le traitement de l'information par le SCADA de chaque éolienne lors de l'entrée dans la sphère de régulation.

Les résultats de ce test font l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur des installations classées dans les deux mois après sa réalisation. L'exploitant propose, si nécessaire, des améliorations du paramétrage du SDA qui devront être validées par l'inspection des installations classées.

Dans la première année de mise en service MR19

Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA est vérifié en conditions réelles par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours (consécutifs ou non) dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles.

Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain.

Un rapport concernant ces vérifications est transmis à l'inspecteur des installations classées dans un délai de deux mois à l'issue du test par bio-monitoring. Il présente de façon détaillée la méthode et les résultats (taux de détection obtenus, réactivité de l'effarouchement le cas échéant et de la régulation). Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage du SDA.

L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du bio-monitoring.

Tous les 5 ans

Tous les 5 ans à compter de la mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA est vérifié selon des simulations proposées par l'exploitant.

Dans le cas où des modifications sont apportées au SDA avec une vérification du fonctionnement, le délai de 5 ans part à compter de la mise en service des modifications.

Ces tests sont réalisés pour vérifier le bon fonctionnement du SDA :

- par la détection du drone lors de son entrée dans la sphère de détection de chaque éolienne,
- par le bridage de la vitesse en bout de pale à 120 km/heure de chaque éolienne lors de l'entrée du drone dans la sphère à risque de l'éolienne concernée.

Les résultats de ce test font l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur dans les deux mois après sa réalisation. L'exploitant propose, si nécessaire, des améliorations qui devront être validées par l'inspection des installations classées.

Article 3.5.3.3. En cas de panne ou de dysfonctionnement du SDA

L'exploitant s'assure, par une organisation et un suivi optimaux et des contrôles périodiques appropriés et préventifs, du bon état de fonctionnement du SDA. Il doit être en mesure de détecter toute défaillance du dispositif dans un délai inférieur à 48 heures.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès qu'il a connaissance d'une panne ou d'une défaillance affectant le bon fonctionnement du SDA. L'exploitant dispose de 3 jours ouvrés à compter de la panne pour rendre le SDA opérationnel. À défaut, au-delà de ce délai, les aérogénérateurs concernés sont mis à l'arrêt jusqu'à la remise en service du SDA.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées du redémarrage de l'éolienne pour les

dysfonctionnements majeurs, en précisant et justifiant les actions correctives mises en place.

Les pannes et dysfonctionnements du SDA sont consignés dans un registre de défaillance et de maintenance mis à disposition de l'inspection des installations classées sur demande. Ce registre liste les défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, la date de réparation, la date de remise en route des aérogénérateurs.

Une procédure détaillée de gestion des dysfonctionnements est établie par l'exploitant. Elle est tenue à disposition de l'inspection.

Article 3.5.4. En cas de collision d'un individu d'une espèce cible

En cas de collision d'un individu d'une espèce cible avifaunistique avec un des aérogénérateurs, une recherche de cadavre est initiée dès sa visualisation sur les vidéos du SDA. Les vidéos enregistrées par le SDA sont contrôlées par l'exploitant ou son prestataire dans un délai de trois jours maximum par rapport à leur date d'enregistrement. La recherche est menée dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre par un écologue désigné par l'exploitant.

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes :

- l'éolienne à l'origine de la mortalité est mise à l'arrêt en période diurne, et faute d'éléments permettant d'identifier l'éolienne, tout le parc éolien est arrêté ;
- l'exploitant déclare cette collision sous 3 jours ouvrés à l'inspection des installations classées en utilisant le modèle de fiche d'incident de la DREAL ;
- l'exploitant communique sous 45 jours maximum un rapport analysant les circonstances et les causes de cette mortalité, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter une collision ou barotraumatisme similaire.

Dans le cas où la collision est due à une panne ou un dysfonctionnement des systèmes de protection de la biodiversité, la remise en service a lieu après que la panne est réparée. L'exploitant demande la validation de l'Inspection des installations classées pour le redémarrage de l'éolienne, en précisant et justifiant les actions correctives mises en place.

Par ailleurs, pour les mortalités des espèces protégées menacées classées en statut « vulnérable », « en danger » ou « en danger critique » suivant la liste rouge UICN nationale et/ou régionale, il convient de transmettre sous 45 jours maximum à l'inspecteur des installations classées une fiche de notification du BARPI complétée.

Dans le cas où la collision n'est pas due à une panne ou à dysfonctionnement mais à un paramétrage inadapté d'un dispositif de mesure de réduction en faveur de la protection de la biodiversité, la remise en service des aérogénérateurs est conditionnée à la mise en œuvre de mesures correctives préalablement validées par la DREAL.

Article 3.6. *Mesures spécifiques pour l'espèce ou l'habitat*

Arrêt des éoliennes lors des travaux agricoles attractifs pour les rapaces

Lors de la première année, les éoliennes sont arrêtées séparément (tranche ouest et tranche est) lors des opérations de fauche réalisées dans les 250 m au nord des éoliennes et dans les 100 m au sud des éoliennes. Les éoliennes sont arrêtées du début des fauches jusqu'au troisième jour suivant l'arrêt des fauches. Cette mesure sera adaptée en fonction des résultats du suivi mentionné au point 4.2.

Cette mesure est mise en œuvre conformément à la MR20.

Lutte raisonnée contre le campagnol par piégeage

Une mesure de réduction du risque de collision avec les rapaces prédateurs de micro-mammifères, l'exploitant met en place une campagne de piégeage des campagnols sur les parcelles situées dans un périmètre de 150 m au nord des éoliennes et de 50 m au sud des éoliennes.

Cette mesure est mise en œuvre conformément à la MR21.

Étêtage des haies

Pour réduire le risque de collision avec les oiseaux, les haies situées à proximité des éoliennes sont étêtées à environ 1,5 m de hauteur.

Cette mesure est mise en œuvre conformément à la MR22.

Restitution des emprises et restauration des habitats naturels d'intérêts impactés

Pour réduire les impacts du projet sur les habitats se situant à proximité du site, une mesure de restauration des milieux impactés est mise en œuvre conformément à la MR23.

Remise en état du site

En fin d'exploitation, la remise en état du site implique la reconstitution des prairies pour une surface équivalente aux emprises du projet. Elle réalisée conformément à la MR24.

Article 4. Mesures de suivi

Article 4.1. Suivi environnemental

Un suivi environnemental est réalisé lors des trois premières années de mise en œuvre des mesures prescrites dans le présent article. Il comporte un suivi de la mortalité et de l'avifaune (MS1) et un suivi des chiroptères en nacelle et en continu (MS2). Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si les précédents suivis ont mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation, ou tous les 5 ans si le suivi des 3 premières années montrent un problème majeur ou une sensibilité particulière.

Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018) et dans les conditions définies dans les mesures MS1 et MS2 de l'étude d'impacts.

Le rapport de suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur des installations classées au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi.

Dans le cas où le suivi environnemental recommande des modifications des mesures prescrites par le présent article, l'exploitant se positionne sur chaque recommandation et justifie de leur mise en œuvre ou non.

En cas de mise en œuvre d'une ou plusieurs recommandations, la transmission du rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées est complété par un porter à connaissance.

Article 4.2. Autres mesures de suivi

L'exploitant met en œuvre les autres mesures de suivi prévues dans l'étude d'impacts :

- MS3 suivi de la fréquentation des rapaces pendant l'arrêt des éoliennes en période de fauche,
- MS4 suivi des campagnols,
- MS5 suivi des perchoirs et des tours à biodiversité.

Article 4.3. Transmission des informations

Conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées dans l'outil de télé-service Depobio de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.

Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées.

Les résultats de ces suivis peuvent être rendus publics par la DREAL pour permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres parcs éoliens.

Le bénéficiaire transmet à la DREAL Occitanie avant le début des travaux, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L.163-5 du Code de l'Environnement. Il transmet le fichier au format.zip des mesures compensatoires (incluant la compression des fichiers.shx,.shp,.dbf,.prj,.qpj), issu du fichier gabarit QGIS disponible sur le site internet de la DREAL Occitanie (<https://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/geomce-systeme-national-d-information-geographique-a24617.html>).

Une mise à jour des données de géolocalisation des mesures compensatoires est fournie par le pétitionnaire au terme de la réalisation des mesures compensatoires prescrites. Les actualisations éventuelles relatives à la géolocalisation des sites sont assurées par le pétitionnaire et transmises aux services de l'État en charge de la protection des espèces.

Article 5. Mesures de compensation

Article 5.1. Création d'un complexe agroforestier

L'exploitant met en place, en lien avec le propriétaire de la parcelle, un complexe agroforestier favorable à la faune locale (avifaune, chiroptères). La zone concernée par cette mesure est la parcelle N°307 (section D) sur la commune de Murat-sur-Vèbre, pour une superficie d'environ 16 ha. Cette mesure est détaillée dans la mesure MC1.

Article 5.2. Protection des lignes électriques HTA

Dans le cadre d'un conventionnement avec ENEDIS, l'exploitant contribue à la mise en sécurité des armements sur les tronçons identifiés sur la commune de Barre, soit sur 6,9 km de lignes (70 armements avec l'obligation technique de traiter un ensemble de 136 armements).

Cette mesure est détaillée dans la mesure MC2.

Article 5.3. Restauration et gestion conservatoire de milieux ouverts et semi-ouverts

Dès la phase de chantier de construction et durant toute la durée d'exploitation, l'exploitant met en œuvre une mesure de compensation dédiée à l'avifaune, pour une superficie minimale de 25 ha de restauration et de gestion des milieux ouverts favorables à la chasse des rapaces. Cette mesure vise également à rouvrir des milieux en cours de fermeture ou déjà fermés.

Ces mesures concernent les parcelles :

- B 678 et H 241 sur la commune de Murat-sur-Vèbre et A 448,
- A 450, A 451, A 452, A 453, A 544 et A 556 sur la commune de Tauriac de Camarès.

Un suivi de cette mesure devra être effectif les années N+1, N+2, N+10 et N+25.

Cette mesure est détaillée dans la mesure MC3.

Article 5.4. Création d'un îlot de vieillissement et pose de gîtes à chiroptères MC4

Îlot de vieillissement :

L'exploitant crée un îlot de vieillissement d'une surface minimale de 1 ha sur une parcelle située au Nord Est de la commune de Murat-sur-Vèbre.

Il s'agira de laisser évoluer naturellement le peuplement forestier, sans intervention humaine, afin de permettre le plein développement de ses potentialités d'accueil pour la faune forestière. Ainsi, sauf impératif de sécurité, tous les arbres au sein de l'îlot seront conservés : gros arbres, arbres

dépérissant, arbres morts sur pied, arbres à cavités, arbres au sol... Le sous-bois sera également laissé intact.

L'îlot fera l'objet d'une visite de suivi à n+10 et n+25.

Gîte à chiroptères :

En amont des travaux de construction du parc éolien, les arbres localisés au sein des emprises travaux et voués à être abattus ou dessouchés seront prospectés.

En fonction de la nature des arbres-gîtes potentiels ou avérés perdus (notamment de leur capacité d'accueil), le chiroptérologue proposera les modèles de gîtes artificiels les plus adaptés. Les gîtes seront installés sur des arbres sains et solides, à une hauteur comprise entre 3 et 6 m ou sur des bâtiments. Ils devront être maintenus en place pendant une durée de 25 ans.

Les gîtes installés feront l'objet d'un contrôle annuel par un chiroptérologue (vérification de leur occupation, nettoyage, renforcement ou déplacement si besoin) pendant les deux années suivant leur installation, puis à n+10.

Cette mesure est détaillée dans la mesure MC4.

Article 5.5. Installation de perchoirs à rapaces MC5

Afin de compenser la perte de 350 à 400 m de haies, 10 perchoirs de 3 m de hauteur, constitués de plusieurs diamètres seront installés dans des secteurs agricoles éloignés des parcs éoliens et offrant peu de perchoirs.

Un suivi de leur fréquentation sera assuré (MS5).

Cette mesure est détaillée dans la mesure MC5.

Article 5.6. Installation de tours à biodiversité MC6

Afin de compenser la perte de 350 à 400 m de haies, l'exploitant installera 10 tours à biodiversité de 3 m de haut seront installées dans des secteurs agricoles éloignés des parcs éoliens et offrant peu d'abris pour la petite faune, peu de nichoirs pour la petite avifaune et/ou peu de gîtes pour les chiroptères.

Elles devront être éloignées de la zone d'influence des éoliennes tout en étant situées dans un rayon de 5 km des parcs éoliens de manière à permettre à la faune locale de s'y reporter.

Un suivi de leur fréquentation sera assuré (MS5) .

Cette mesure est détaillée dans la mesure MC6.

Titre IV- Dispositions diverses

Article 1. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de Toulouse, soit par voie postale, soit par Télérecours (www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 2. Affichage et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée aux mairies de Barre et Murat-sur-Vèbre et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies des communes de Barre et Murat-sur-Vèbre pendant une durée minimum d'un mois. Les mairies des communes de Barre et Murat-sur-Vèbre fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Tarn , l'accomplissement de cette formalité.
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales à consulter en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement : NAGES, ARNAC-SUR-DOURDOU, BARRE et MURAT-SUR-VEBRE dans le département du Tarn et MURASSON, PEUX-ET-COUFFOULEUX, BRUSQUE et MOUNES-PREHENCoux dans le département de l'Aveyron ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3. Exécution

Le sous-préfet de l'arrondissement de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de Barre et Murat-sur-Vèbre et au bénéficiaire du présent arrêté, la société Cambert Energie dont le siège social est situé à 188, rue Maurice Béjart, 34080 Montpellier.

Fait à Albi, le **16 MAI 2023**

Le préfet,



François-Xavier LAUCH

Annexe 1 : plan de situation



Annexe 2 : Caractéristiques techniques et niveau de performance attendu du SDA

Les caractéristiques techniques du SDA sont fournies à l'inspection des installations classées deux mois avant la mise en service industrielle du parc éolien, elles comprennent :

- la description détaillée du fonctionnement du SDA retenu en précisant le matériel utilisé (type et nombre d'équipements sur chaque mât) ;
- le positionnement du matériel sous forme d'un schéma explicatif précisant les distances et les hauteurs en listant le nombre et le nom des caméras pour chaque éolienne ;
- la justification de la valeur de la vitesse de bridage retenue pour la régulation des éoliennes ;
- la courbe théorique (ou tout autre document) confirmée par le fabricant exprimant le temps d'atteinte de la vitesse de bridage de 120 km / heure en bout de pale en fonction des vitesses de décélération des pâles.
- un schéma d'ensemble du parc montrant le périmètre complet du champ de vision de chaque caméra et en précisant les superpositions de champs entre les différentes caméras. Ces champs de vision du système permettent de détecter tout individu des espèces cibles lors de son entrée dans la sphère de détection de chaque éolienne, de le suivre pendant sa présence dans la sphère de détection, de détecter son entrée dans la sphère à risques de chaque éolienne.
- la justification du paramétrage de déclenchement de la détection, l'effarouchement éventuel et la régulation retenue par oiseau cible notamment sous forme de tableau récapitulatif présentant, pour chaque espèce cible :
 - x les diamètres de la sphère de détection (centrée sur le rotor, la sphère de détection est déterminée pour chaque espèce cible de telle façon que le SDA puisse réguler la vitesse en bout de pale à 120 km/h dès l'entrée d'un individu d'une espèce cible dans la sphère à risques),
 - x les diamètres de la sphère à risques (le diamètre de la sphère à risque est au minimum égal au diamètre du rotor additionné de 20 m. Elle est centrée sur le rotor. Selon les dispositifs, il est admis que cette sphère soit réduite : avec 360° à l'horizontale et 240° minimum à la verticale autour de chaque éolienne et 360° à l'horizontale et 360° à la verticale plus spécifiquement dans la zone du rotor) ;
 - x la distance de régulation théorique prenant en compte la vitesse de vol d'un individu de l'espèce cible (calculée en temps réel estimé d'après les moyennes relevées sur site, ou définie dans la bibliographie scientifique) et le temps nécessaire aux aérogénérateurs pour atteindre la vitesse de régulation. Cette distance de régulation doit bien inclure la sphère balayée par les pales plus 20 mètres.
- caractéristiques des enregistrements vidéo : le dispositif mis en place par l'exploitant prévoit un module d'enregistrement de vidéos sur plusieurs caméras permettant de couvrir les volumes des sphères (de détection et à risque) établis au niveau de chaque éolienne, sans aucun angle mort et ni zone masquée. Ces vidéos mentionnent le numéro du mat, la vitesse de son rotor lors de l'enregistrement, la date, l'heure, le nom de la caméra, la direction cardinale visualisée par la caméra et le nom du parc. La durée des vidéos enregistrées est suffisante pour constater visuellement la détection de l'espèce cible et la décélération de la vitesse du rotor jusqu'à la vitesse de régulation retenue.

Les détections sont archivées sur au moins deux années (référéncées en date et en heure) pour les cas de détection avérée (vrai-positif). Afin de garantir la possibilité d'une levée de doute sur les cas de faux-négatifs (absence de détection), l'inspecteur doit pouvoir consulter les enregistrements bruts et continus des dispositifs de détection, sur un temps de recul d'au moins deux mois.

Annexe 3 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le registre de défaillances et de maintenance, notamment en ce qui concerne le plan de bridage et le SDA ;
- les bordereaux de suivi des déchets et le registre des déchets sortants ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.